

**Colloque sur la Société Civile et la Reconstruction  
de la R.D.C. après guerre  
Bukavu, 21-24 août 2003  
Héritiers de la Justice**

**LE CAPITAL HUMAIN : GAGE OU ENTRAVE POUR LA RECONSTRUCTION  
DU CONGO APRES GUERRE**

**Par Prof. Barnabé MULYUMBA wa Mamba**

**0. INTRODUCTION : LA TOURMENTE D'UNE NATION**

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, la République Démocratique du Congo donne l'image d'un malade atteint d'une pathologie « saisonnière », une fièvre récurrente qui défie toute médication.

Nous pensons en l'occurrence à ces guerres qui nous hantent, une dizaine au total, et qui entravent toute perspective de développement.

Voici les différentes périodes de troubles :

- 1960-1962 : guerre des sécessions (kasaïenne, katangaise, stanleyvilloise) ; y ajouter l'affrontement opposant la Force Publique aux parachutistes belges.
- 1963-1965 : guerre de la rébellion « muleliste » ; initiée au Bandundu, elle se généralisera dans toutes les provinces de l'Est : Kivu-Maniema, Province Orientale.
- 1966 : la mutinerie des gendarmes Katangais situés à Kisangani.
- 1967 : mutinerie des mercenaires du Colonel Jean Schramme : Bukavu, Kindu et Kisangani sont occupés et profondément dévastés.
- 1974 : une guerre économique : la « zaïrianisation » : pillage des biens des étrangers.
- 1977-1978 : guerre de 80 jours et celle de Moba.

- 1991 : vagues de pillages organisés par les F.A.Z. sur l'ensemble du pays.
- 1993, 1994-1995 : les opérations de Masisi, connues sous les noms de Kimya Masisi, Mbata, ...
- 1996-1997 : guerre de l'A.F.D.L.
- 1998 : invasion de la R.D.C. par ses voisins de l'Est (Ruanda, Burundi, Uganda), sous le couvert de groupes opportunistes (R.C.D. et Cie). C'aura été la plus dévastatrice et la plus exterminatrice : près de 4 millions de morts !

Finalement, depuis 1960, le Congo est pris en otage par certains des siens qui ont pris goût aux troubles.

## **1. DE LA RECONSTRUCTION**

Par ce terme, nous entendons le rétablissement de toutes les formes positives de vie qui ont existé avant la guerre – laquelle ? – et qui ont disparu du fait de celle-ci : reconstruction de tout ce qui a été détruit par la guerre.

Il s'agit de destruction matérielle ou physique : infrastructures, habitations (biens meubles et immeubles), champs et parcs, sols et sous-sols, vies humaines, cheptel et autres élevages, etc. Il s'agit aussi de destruction sociale : système social perturbé ou désorganisation du système social : famille, mariage, coutumes, structures politiques, etc.

Il y a destruction morale : les guerres, surtout la dernière, ont brisé tout ce qui existait de dignité humaine, de respect de la coutume et des mœurs, de conscience morale et d'idéal de vie, de sentiment d'humanisme, de pudeur, et même de toute aspiration au bonheur (même eschatologique). En un mot, la guerre a détruit le pays et l'homme ! Comment y remédier ? Pour quels objectifs, avec quelles stratégies, quelles ressources, etc. ? C'est à ce type de questions que notre réflexion va tenter de répondre.

## **2. DE RESSOURCES NATURELLES**

Avant d'analyser les problèmes du capital humain, il y a lieu d'évoquer l'état des ressources naturelles de la République Démocratique du Congo.

Ce pays aux dimensions de sous-continent est, sans conteste, l'un des plus gâtés par la nature, ou si l'on préfère, par la bonté divine ; à tel point qu'à la réflexion, on se demande si ici ne se situent pas les traces du mystérieux Jardin d'Eden, où s'écoula la toute première lune de miel du tout premier couple humain : Adam et Eve.

En effet, il n'y a qu'à parcourir de page en page l'ouvrage de Siradiou Diallo, Le Zaïre aujourd'hui, pour découvrir avec délectations les merveilles de la nature, qui pourraient, par une exploitation judicieusement planifiée, faire de notre pays un véritable paradis terrestre ! Dans l'ensemble du splendide panorama naturel qui s'étale devant les yeux, le pays s'enivre de sites touristiques d'une infinie diversité et d'une beauté mirifique, dans tous les domaines, le pays se situe à un niveau fort viable :

- le sol et le sous-sol offrent un scandale géologique ;
- la faune est l'une des plus riches du monde, avec des espèces rares, voire uniques au monde (l'okapi, le gorille de montagne, ...)
- la flore, toujours verdoyante, avec des variétés, offre à l'homme des essences de bois fort recherchées : le bois noir, et une richesse encore inexplorée en plantes médicinales ;
- d'abondantes sources thermales dont la science médicale exploitera les vertus pour inventer les médicaments ;
- un réseau hydrographique des plus denses, des plus réguliers et qui pourrait, affirment les spécialistes, fournir de l'énergie hydraulique et électrique à de nombreux pays de l'Afrique sahélienne et même à des pays de la Péninsule ibérique ;
- les sites touristiques se comptent par milliers et pourraient à eux seuls, constituer la base d'une industrie (touristique) florissante ;
- les climats sont généralement doux et agréables ; les denrées alimentaires très abondantes et fortement diversifiées, etc.

Devant un tel tableau, du reste assez squelettique, d'où donc peut venir la pauvreté si ce n'est du fait des hommes ?

### **3. LE CAPITAL HUMAIN ET LA RECONSTRUCTION**

Le capital humain est la base de tout développement, de tout progrès social que vise le projet de reconstruction. Le dictionnaire le définit simplement comme ensemble de tous ceux qui possèdent les richesses et les moyens de production (sens figuré). Nous ne pouvons nous satisfaire de cet aspect purement matériel de moyens de production. Dans l'expression « tous ceux qui possèdent les richesses et les moyens de production », il faut entendre – nous y invitons l'auditoire – le groupe humain considéré (la masse, ...), les richesses matérielles et les moyens matériels de production, mais aussi les richesses et moyens de production intellectuels, cela veut dire les ressources intellectuelles à exploiter pour la réussite du projet. C'est ce qu'Aristote nomme entéléchie. Il s'agit de cet élément métaphysique, l'âme, qui confère à l'homme précisément les facultés de penser, de raisonner, de réfléchir<sup>1</sup> ; c'est précisément en cela que pour Aristote, l'homme diffère de l'animal : il est un animal raisonnable, un animal politique, le seul parmi les animaux ... qui a part au divin<sup>2</sup>.

Dans l'animal politique, Aristote, tout comme les autres partisans du courant idéaliste de l'antiquité grecque, voit cet homme à la recherche permanente de ce que doit être l'organisation sociale la meilleure en vue d'une cité (= Société) idéale. En l'occurrence, ici, une société congolaise développée, engagée sur la conquête du progrès.

Dans cette quête permanente de l'organisation sociale la meilleure, l'homme, par ses facultés intellectuelles, doit faire des choix réfléchis, raisonnés, toujours en vue du souverain bien, la fameuse cité idéale (pour tous).

Par reconstruction du Congo, nous n'entendons donc plus rebâtir une société à tous points semblable à celle qui a été détruite par la guerre, car elle était, peut-être, porteuse de germes de sa destruction, i.e. de la guerre. Une reconstruction tant soit peu améliorée doit envisager une cité splendide, où il fait beau vivre : une cité

---

<sup>1</sup> Grâce à la présence en l'homme d'une âme non naturelle, d'une âme rationnelle spécifique à lui seul. Cfr à ce sujet Aristote, Anthropologie, Textes choisis et traduits par Jean-Claude Fraisse, Paris, P.U.F., 1976, pp. 16, 20, 22.

<sup>2</sup> Ibid., p. 25

dotée de mécanismes appropriés de prévention de conflits insurmontables, ou des modes efficaces de résolutions rapides des conflits ; une société gérée selon des normes qui, comme chez les anciens, visent à atteindre la finalité : le développement, le progrès, le bonheur de tous.

Les choix des modèles de sociétés varient suivant les disciplines scientifiques qui conduisent l'analyse, et suivant certaines idéologies. Il importe cependant de retenir que les ennuis de la R.D. Congo précisément tiennent = sont liés à ses ressources naturelles très riches et trop abondantes dans certains secteurs ; très diversifiées et fortement convoitées par les autres pays moins nantis (des pillages des ressources naturelles du pays : des pays ayant agressé la R.D.C. sont fortement et visiblement impliqués ; des individus le sont aussi). Bref, les malheurs des uns faisant le bonheur des autres, notre pays fait l'objet d'une agression très méthodiquement orchestrée. Ainsi donc, comme au Jardin d'Eden, le premier couple humain fut victime de la saveur des fruits de ses vergers, ainsi les Congolais paient de leur sang la richesse de leur pays !

Ces ennuis de notre pays, il les doit aussi au degré de mobilisation de son capital humain : sa masse, son intégration socio-politique, sa culture politique, son unité ou aspiration à l'intégration culturelle, son patriotisme, son niveau d'extraversion ou d'introversión, son engagement politique, ...

#### **4. LA R.D.C. ET SON CAPITAL HUMAIN**

##### **1) Les ressources humaines de la R.D.C. : Données**

- Effectif : 56,8 millions (mi-2000)  
± 60 millions aujourd'hui pour
- Superficie : 2.345.000 km<sup>2</sup>
- Densité : 25 habitants/km<sup>2</sup>
- Revenu par habitant : 120 dollars (2000)
- Espérance de vie à la naissance : 41 ans (2001)
- Taux d'analphabétisme : 41 % (% de la population âgée de 15 ans et plus),  
donc élevé, même très élevé !

- L'indice composé du degré de développement des ressources humaines est de 3,3. (L'indice composé du développement des ressources humaines d'un pays d'après les économistes américains Horbison et Myers est obtenu en additionnant pour ce pays le pourcentage des enfants en âge d'école secondaire effectivement scolarisés avec le pourcentage des jeunes gens en âge d'enseignement supérieur effectivement scolarisés, après avoir multiplié ce dernier pourcentage par 5 ... Cet indice est de 15,25 pour la Tunisie, 23,65 pour le Malawi).

### Evolution de la population et principaux indicateurs démographiques

#### a) Population de la République Démocratique du Congo

<u>1956</u>	<u>1960</u>	<u>1964</u>	<u>1969</u>	<u>1970</u>	<u>1984</u>
12.760.420	14.297.000	16.072.314	18.712.295	21.637.876	29.992.348
<u>1991</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>			
36.942.204	49.800.000	56.800.000			

Source : Joseph BOUTE & L.S. Moulin, Perspectives démographiques régionales, 1975-1985, 1984-1991, Département de Plan, Kinshasa-Limete.

#### b) Principaux indicateurs démographiques

- 1) Population rurale : 65 %  
Population urbaine : 35 %
- 2) Taux de croissance annuel : 3 %  
dont rurale : 1,7 %  
urbaine : 7,5 %

3) Structure par âge de la population :

0-14 ans : 53 %

15-59 ans : 43 %

+ 60 ans : 4 %

4) Espérance de vie à la naissance : 41 ans (2001)

5) Densité arithmétique : 25 hab./km<sup>2</sup>

6) Population active : 43 %

7) Taux brut de natalité : 45 ‰ (2000)

8) Taux brut de mortalité : 20 ‰ (2000)

9) Taux général de fécondité : 6,3 enfants par femme (2000).

## 2) Importance de la population active : 43 % population de la R.D.C.

Pour connaître l'importance de la population active dans un pays, on calcule son taux d'activité par la formule suivante :

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{Population active} \times 100}{\text{Population totale}}$$

Ce taux d'activité est influencé par plusieurs facteurs, à savoir : le sexe, l'âge, la culture, l'état civil, le niveau de développement économique.

La classification économique (C. Clark et J. Fourastie) distingue trois secteurs d'activités, à savoir :

- **Le secteur primaire** qui produit des ressources naturelles. Il groupe l'agriculture et ses activités connexes (pêche, chasse, sylviculture) ; important au Congo.

- **Le secteur secondaire** qui transforme les ressources naturelles. Il groupe les industries manufacturières, la construction, les bâtiments, ... les mines liées aux industries de traitement primaire. Faiblement représenté au Congo.
- **Le secteur tertiaire** groupe tous les services qui ne produisent pas de biens matériels (commerce, enseignements, administration, etc.).

On distingue le **tertiaire évolué** groupant les services dont la société a nécessairement besoin (ex. : Administration, Enseignement, Banques, Commerce, ...) et le **tertiaire parasitaire** groupant les services dont on peut se passer, c'est-à-dire des petits métiers qui ne nécessitent aucune formation et dont la prolifération est un signe des difficultés économiques (situation à Bukavu) faisant partie de ce qu'on appelle souvent le secteur informel de l'économie.

## **5. REFLEXION SUR LE CAPITAL HUMAIN**

Le tour d'horizon sur l'histoire du Congo nous montre des contributions positives pour l'essor du pays mais aussi des actions destructrices et rétrogrades.

En effet, la période de la traite négrière par les Arabes et par les Européens a connu une implication fortement négative de la part des Africains et des Congolais. Ils ont pillé l'Afrique, trahi leurs sociétés, torturé physiquement et moralement leurs concitoyens, assassiné, exécuté sommairement, violé les femmes ; ils se sont livrés à l'infanticide, à la rapine, aux enlèvements des femmes, à l'incendie des brousses et des maisons, etc. Sur le plan du peuplement, l'Afrique ne se remettra pas de si tôt d'un passé aussi meurtrier, aussi dévastateur et exterminateur. Les divers groupes étrangers marchands d'esclaves sont rentrés chez eux pour construire leurs pays avec les fabuleuses richesses tirées de la traite négrière, mais les autochtones qui s'étaient livrés à ce commerce honteux sont restés pauvres comme Job et leur pays exténué !<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Notons que la campagne esclavagiste avait affecté plus les contrées à peuplement dense : le Bas-Congo, les parties méridionales du Congo, les Royaumes Luba, Kuba et l'Empire Lunda.



Devenu propriétaire de l'Etat Indépendant du Congo, Léopold II exploitera aussi à ses fins personnelles et subsidiairement à celles de son pays – la Belgique – le capital humain du Congo pour :

- la pacification et la mise en valeur des 2/3 du bassin du fleuve Congo ;
- la construction du chemin de fer Léopoldville-Matadi ;
- la récolte du caoutchouc naturel nécessaire à la guerre (industrie de guerre).  
Qu'en a-t-on tiré du côté indigène ? Rien, ou presque ...

Après 1908, le Congo, annexé à la Belgique, participera activement par son capital humain, à l'œuvre colonisatrice de la Belgique :

- la main d'œuvre indigène pour la mise en valeur de la Colonie : la Force publique, les corvées agricoles, les impôts de capitation, la 2<sup>ème</sup> récolte de caoutchouc naturel pour le besoin de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Précisons qu'au cours de ce régime colonial, le capital humain constituait une des contributions de la colonie, outre les matières premières, tandis que la Belgique apportait le progrès technique, les capitaux et la direction des entreprises.
- Le système d'exploitation de la Main d'œuvre indigène par les Belges ne fut, certes, pas des plus bienveillants. Et les intérêts des Belges primaient ; mais pour pouvoir améliorer leur productivité, les entreprises avaient mis au point des mécanismes incitateurs :

- 1) recrutement à grande distance ;
- 2) création des camps des travailleurs ;
- 3) fixation d'un salaire minimum légal et son relèvement constant ;
- 4) ravitaillement de travailleurs par une ration alimentaire bihebdomadaire.

Cet exemple de Belges est à suivre, dans l'effort de reconstruction du pays. Ils ont tiré trop de bénéfices de la main d'œuvre indigène, mais en contrepartie, ils ont conçu des mécanismes de stabilisation des indigènes avec des revenus salariaux parfois minables, mais réguliers, constamment relevés, peut-être même indexés et de toute façon garantis.

Quand vint l'indépendance, suivie du départ massif des Belges, les cadres congolais ayant remplacé ces derniers, instaureront de nouvelles méthodes de travail et de gestion financière et de relations humaines, et cela ne fera pas long feu. Le fiasco est immédiat, car la déviation est totale dans la mobilisation du capital humain :

- Le souci du travail collectif et de production communautaire que les Belges avaient pourtant si bien exploité cède place à l'individualisme mesquin ;
- La solidarité légendaire des Africains cède place à la cupidité et à l'amour de l'argent facile et mal acquis ;
- La cohésion communautaire qui devait conduire au sentiment de patriotisme à l'échelle nationale cède au tribalisme exclusif. En corollaire, les personnes sans racines ethniques ou tribales souffrent de sentiments d'apatridie.

Bref, notre problème a été, depuis 1960, celui de manque d'hommes capables, formés et engagés dans la construction planifiée du pays. L'infidélité dans la gestion l'explique.

Depuis 1960, nous n'avons rien construit comme infrastructures ! Certes, des immeubles commerciaux ou des villas d'habitations privées ont poussé, parfois comme des champignons. Aucun ouvrage national (route, ponts, édifices publics, ...) n'a jamais vu le jour ! Ce qui existe (barrage d'Inga, centrale hydroélectrique de Mobaye, ...) n'est pas le résultat d'une planification préalable, mais le fruit d'une mégalomanie ruineuse et suicidaire économiquement

Et encore, ce qui surprend toujours, est de voir l'implication spontanée des Congolais dans toutes les machinations qui ont frappé le pays ! Qu'il s'agisse des troubles de 1960, de 1961, de 1963-1965, etc., les grands dévastateurs sont toujours les enfants (fils et filles) du pays qui peuvent faire appel à des forces extérieures, mais toutes les crises du Congo sont imputables à des Congolais !

La guerre actuelle est spéciale. On dit que c'est une guerre d'agression. C'est vrai. Mais les agresseurs ont bénéficié massivement de complicités internes. Ce qui n'est un secret pour personne.

Que faire devant cet état de choses ?

Quel remède apporter aux maux qui rongent le capital humain congolais ?

Est-ce :

- voir ou consulter le devin ?
- aller dans les chambres de prières ?
- prier Dieu ?
- nous dépouiller du vieil homme ?
- méditer sur ces maux ?

La réponse est à trouver dans la bonne formation du capital humain du Congo. Une formation non en vrac ou en ordre dispersé, mais planifiée.

### **1) Planification des cadres, planification de l'éducation**

L'éducation est un investissement rentable car l'homme instruit et formé constitue un atout pour son pays. Mais un pays qui décide d'investir en éducation en vue du développement doit déterminer au préalable et de façon judicieuse :

- le nombre d'hommes à instruire ;
- la répartition du total d'hommes formés entre les diverses disciplines menant aux professions variées sans lesquelles le développement ne peut avoir lieu (équilibre interprofessionnel) ;
- la répartition au sein de chaque discipline entre les divers niveaux d'instruction (équilibre intraprofessionnel) ;
- la qualité de l'instruction à donner ;
- les attitudes à développer dans les hommes à former.

De plus, le pays qui entreprend de développer son enseignement doit mettre au point, au préalable, un plan d'utilisation des ressources humaines produites qui lui

permette d'utiliser lesdites ressources le plus efficacement possible, i.e. de façon optimale.

La répartition du total des ressources humaines à produire entre les diverses disciplines est d'une importance capitale mais difficile à réaliser. Chaque pays a besoin, pour progresser, d'une grande variété d'hommes qualifiés, mais c'est un fait connu que dans les pays sous-développés d'Afrique où l'agriculture joue pourtant un rôle très important et occupe généralement plus de 90 % de la population active, l'école inculque le mépris du travail manuel, de l'artisanat et du travail agricole. Il y a donc sur ce point des changements d'attitude à inculquer aux populations : il s'agit de changement de la philosophie de vie aussi.

Le système scolaire congolais est dans une large mesure un héritage colonial. A la naissance de l'Etat Indépendant du Congo, il existait déjà deux écoles fondées par les missions, l'une à Boma (1880), l'autre à Linzolo. Une troisième fut créée à Kwamouth en 1886. Dès le départ, l'éducation au Congo soulève un certain nombre de problèmes sociaux notamment celui de la religion et son influence sur l'éducation, celui de la répartition entre les milieux urbains et ruraux et celui de l'éducation de la femme et le rôle de la femme dans le développement.

L'éducation est aujourd'hui considérée comme un instrument de développement partout.

## **2) L'éducation des Congolais pour la rationalisation du capital humain**

### **a. L'époque coloniale**

Au début de la colonisation, on constate des réticences des populations à accepter l'école. Les Congolais estiment à tort ou à raison que « *l'école tue en eux la tradition* ». Mais la situation de l'enseignement au Congo changea radicalement après la guerre de 40-45. De 12 %, en 1930-1934, le taux de scolarisation passa, pour la période 1950-1954, à 37 % avec un pourcentage annuel d'augmentation de 6 %. Cela fait qu'en 1960, le Congo avait 57 % de taux de scolarité, il était parmi les meilleurs d'Afrique et dépassait même celui de certains pays développés. On sait que l'économie congolaise a connu une profonde transformation entre 1885 et 1960.

Celle-ci a été bien sûr, le fait de plusieurs facteurs dont les capitaux investis et aussi l'amélioration de la productivité de la main d'œuvre. De même que cette éducation a permis au Congolais d'améliorer son niveau de vie.

En effet, si on examine les données économiques se rapportant aux années qui ont précédé l'indépendance, on constate une augmentation de la part du revenu africain dans le revenu national. En 1950, 46 % du revenu national allaient aux Africains et 54 % aux non-Congolais ; en 1958, les parts respectives seront de 58 % et 42 %. De même, une augmentation de la consommation privée des Congolais. On peut considérer cette augmentation comme étant un signe de l'amélioration du niveau de vie de la production. Les dépenses de la population africaine passent de 36,8 % en 1950 à 44,5 % en 1958 par rapport aux dépenses nationales.

Aussi, une augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB) et du revenu par habitant. Le revenu par tête passe de 1170 FC (23,4 \$ USA) en 1950 à 3500 FC (71 \$ USA) en 1958, tandis que le PIB par habitant passe de 3100 FC (62 \$ USA) en 1950 à 4680 FC (94 \$ USA) en 1958. Notons que ce PIB par habitant est aujourd'hui moins de 50 \$ USA. Ce qui est un scandale dans un pays qui dispose d'immenses possibilités économiques.

#### b. Après l'Indépendance

Le Congolais a découvert que l'école étrangère lui ouvre de nouveaux horizons en le mettant en contact avec d'autres civilisations et d'autres cultures. Cela explique l'engouement des enfants à l'école après l'Indépendance : 1.773.340 jeunes garçons et filles sur une population de 14.864.903 fréquentent l'école en 1960. Mais l'orientation de l'enseignement éloigne de plus en plus le Congolais de son terrain pour des raisons suivantes :

- l'enseignement imposé en Français depuis le degré primaire au détriment des langues locales ;
- la prolongation de l'enseignement oblige les jeunes à quitter leur terre natale souvent pour toujours ;

- l'enseignement des filles ne contribue pas souvent à l'élévation du niveau de vie. Dans un premier temps, la femme instruite est redoutée au village et n'arrive pas souvent à concilier son diplôme et son rôle de gardienne des réalités culturelles africaines.

Dans tous les cas, l'éducation reste la voie obligée pour le développement d'un pays comme le Congo. En effet, pour une nation, le quotient intellectuel de sa population est un des paramètres du niveau de développement.

Dans cette vision de chose, la situation actuelle de l'éducation en RDC amène à des projections pessimistes pour l'avenir du pays. Le déclin du système éducatif est manifeste. Il est général et constitue l'un des « principaux indicateurs de la pauvreté humaine des Congolais.

Pour décrire l'état du système éducatif, Martin EKWA bis Isal, S.J., a retenu deux indicateurs, à savoir :

\* L'évolution de la population : une évolution rapide de 3,2 % par an avec des incidences sur la scolarité, c'est-à-dire que l'accroissement rapide de la population congolaise conduit, en termes quantitatifs, à des proportions plus importantes de la population scolarisable. Les besoins en éducation qui étaient de 29,5 % en 1955 sont passés à 38 % en 1984 et de 40,2 % en 1995. Ce qui pose le problème de l'offre équivalente en éducation à savoir le nombre d'écoles nécessaires, le personnel enseignant voulu, les ressources financières correspondantes.

\* Le taux de scolarisation : une régression observée ces dernières années, régression liée à la contrainte de faible niveau de revenu et de la faiblesse des infrastructures scolaires.

On pourrait bien, au point de vue démographique, parler de surpeuplement qualitatif pour un pays capable de supporter, à cause de ses potentialités, une population deux fois supérieure à celle d'aujourd'hui. Dans cet angle, le Congo serait sous-peuplé quantitativement.

Le gouvernement doit élaborer une planification économique et démographique afin de réaliser l'optimum de population et de niveau de vie, c'est-à-dire équilibre population-économie.

## **6. CONCLUSION**

Le Congo est un pays pauvre. Comme les autres pays du tiers monde, son problème est de réduire l'écart grandissant qui sépare son mode de vie de celui des pays économiquement et techniquement avancés. Cette pauvreté a de quoi révolter n'importe quel Congolais. Elle souligne le « scandale d'un pays extrêmement riche dont les habitants sont extrêmement pauvres ».

Comment se résigner à la pauvreté dans un pays :

- dont le sous-sol recèle une gamme extrêmement variée de minerais, atteignant au Katanga les dimensions « d'un scandale géologique » ;
- dont le territoire est couvert par un des bassins fluviaux les plus grands du monde ;
- qui dispose, par exemple à Inga, d'une réserve d'énergie hydro-électrique énorme qui s'est, jusqu'à maintenant, jetée dans l'océan sans impact profond sur l'économie du pays ;
- dont la situation à cheval sur l'équateur permet une production équilibrée au cours de l'année, alors que le pays importe aujourd'hui des produits vivriers !  
Notre préoccupation devrait de mettre fin à ce scandale.

Pour se faire, il faut des hommes, des cadres capables de créativité, des cadres engagés dans un sens favorable à la croissance économique par la mise en valeur des ressources nationales au profit de toutes les couches de la population, autrement dit une bonne utilisation du capital humain.

Si donc le constat fait sur la mobilisation du capital humain du Congo est négatif, il y a lieu de revoir les procédés éducatifs par lesquels on est arrivé à cette situation.

Nous venons d'évoquer la planification de l'éducation. Il reste à examiner le contenu du concept même de l'éducation. Car, peut-on éduquer une armée chargée de la défense du pays et de la protection des citoyens pour finir par un constat amer d'une armée de pilleurs, assassins, violeurs ? Une armée au service des puissances étrangères ! Peut-on se satisfaire de cadres chargés de concevoir de belles cités, mais qui, par cupidité, exposent la vie des citoyens à des catastrophes naturelles dues à la distribution des parcelles à des sites impropres ? Peut-on façonner un type d'homme qui s'avère être l'ennemi acharné du progrès collectif ? Voir des exemples : les forces négatives de tous bords, les tueurs de l'économie nationale (cambistes, trafiquants clandestins, etc., tous ennemis et revêches à la loi, les tenants des chambres chaudes dites de prière mais où l'on ne sème que la haine.

L'Eglise qui est chargée de l'Education chrétienne doit renforcer ses méthodes et doit surtout s'efforcer d'éduquer par des actes et non par des paroles. Elle doit aussi aider à faire aimer et surtout respecter la loi. La planification de l'éducation est un mot vide de sens s'il n'y a pas l'amour du pays et la quête constante de l'intérêt supérieur et si cette éducation n'amène les cadres, comme le dit le Pape Jean-Paul II (*Pacem in terris*) « rétablir les rapports de la vie en société sur les bases de la vérité, de la justice et de la liberté ».



## **7. ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE SOMMAIRE**

Voir HUMANITAS & I.S.P./Bukavu

- Revue Congo-Afrique

- N° 73 (1973), pp. 141-161 De L. St Moulin – La répartition par région du produit intérieur brut zaïrois.
- N° 131 (1979), pp. 5-13. J. BOUTE – La population du Zaïre d'ici 1985.

- George P., Population et peuplement, P.U.F., Coll. Sup. 1972 (Bibliothèque ISP)

- LACOSTE, Y., Géographie du Sous-développement, P.U.F., 1968 (Bibliothèque ISP)

- HOLT, H., Les données politiques du développement économique, Paris, Hachette, 1970 (Bibliothèque ISP).

